

Cycles de séminaires Sciences Po – CERI et EDF R&D

Fuel poverty – some British insights into practical policy? The Brexit implications

Brenda Boardman, Emeritus Fellow, Environmental Change Institute, Oxford University

6 novembre 2017
Synthèse¹

Brenda Boardman, l'instigatrice de la définition de la précarité énergétique au Royaume Uni qui a également inspiré la définition française, a présenté quelques recommandations pratiques sur la mise en œuvre des politiques de lutte contre la précarité énergétique.

1. L'identification des ménages

Un constat s'impose : la précarité énergétique qui touche à l'ensemble des services énergétiques dans le logement risque d'empirer avec la hausse prévisible des prix de l'énergie, la baisse des revenus et la détérioration des logements. Dans pareil contexte, les seules mesures de court terme telles que les aides au revenu sont insuffisantes pour lutter durablement contre la précarité

¹ Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité de son auteur.

énergétique. C'est la raison pour laquelle Brenda Boardman insiste sur l'importance d'engager des mesures d'efficacité énergétique.

Tout l'enjeu, selon elle, tient à l'identification des ménages et au type d'arguments à mobiliser pour les convaincre de l'intérêt d'une perturbation temporaire de leur quotidien. Pour y parvenir, l'universitaire britannique prône une approche par zonage ou par quartiers où le risque de précarité énergétique est présent parmi les habitants. Seul un agent de confiance local qui va à la rencontre de ces ménages peut réussir à les convaincre de réaliser les travaux gratuits de rénovation thermique pour améliorer leur confort. Les solutions proposées doivent également être flexibles et de très bonne qualité. Elles nécessitent ainsi de vérifier la qualité des prestataires de services. Sont saluées les expériences par zonage conduites en Irlande du Nord.

2. Les mesures potentielles et évaluation

Au-delà de la relation personnalisée, la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique doit respecter des standards à partir desquels les programmes peuvent être évalués.

La politique climatique impose par exemple un classement des logements en étiquette énergétique A d'ici 2050. Mais comment mesurer l'effet des améliorations introduites dans le logement dès lors qu'elles doivent s'adapter au type de logement, aux contraintes et souhaits des ménages ? Dit autrement comment passer des 400kWh/m2/an nécessaire actuellement pour chauffer des logements non rénovés au Royaume Uni, à la moyenne actuelle de 150kWh/m2/an, puis à une moyenne de 25kWh/m2/an lorsque les logements sont réhabilités voire à 15kWh/m2/an pour un logement passif ? Pareils objectifs soulèvent la question du financement de ces programmes qui vont permettre à terme aux ménages d'améliorer leur confort en utilisant moins d'énergie.

Mais ils soulèvent également la question de la mesure de leur efficacité au-delà de l'effet thermique. Comment mesurer le fait que les individus soient plus heureux, qu'ils aient plus de confort thermique, qu'ils aient moins de problème de santé et moins de dettes, que les enfants soient moins souvent malades et fréquentent davantage l'école ?

Des politiques doivent également être conduites pour réduire la consommation d'électricité de l'éclairage et des appareils électriques.

Une offre de tarifs mieux adaptée aux besoins des petits utilisateurs pourrait être introduite.

L'énergéticien doit également être impliqué pour éviter les risques de dettes et de coupures de leurs clients vulnérables. Le Royaume Uni a choisi l'option des compteurs à prépaiement qui équipent 7 millions de logements britanniques et servent de prévention à la coupure.

Ces quelques exemples soulignent l'importance d'une politique globale et systématique.

3. Un choix entre régulation ou mesures incitatives

C'est au gouvernement de choisir ce qu'il souhaite soutenir pour traiter la précarité énergétique : établir un cadre réglementaire qui fixe les normes minimales à respecter par les propriétaires ou distribuer des aides financières pour atténuer temporairement le poids des factures énergétiques dans le budget des ménages. Ces aides, si elles sont nécessaires, doivent cibler uniquement les ménages en précarité énergétique.

Dans les deux cas, il s'agit d'établir le cadre de financement. Mais plus des aides financières seront fournies, moins le budget pour soutenir l'amélioration des logements sera disponible. Dans un contexte où les financements publics diminuent, où trouver les fonds ? Par l'impôt, qui permet une approche progressive de la précarité énergétique puisque les plus pauvres ne paient pas d'impôts ? Par les taxes prélevées sur les factures qui s'apparentent à une démarche plutôt régressive car les plus pauvres paient sans automatiquement bénéficier des programmes ?

4. Le Brexit et la précarité énergétique

Le Brexit risque de réduire la richesse nationale et par conséquent moins de fonds seront destinés à la lutte contre la précarité énergétique.

La politique européenne sur les standards d'utilisation de l'électricité pour l'éclairage et les appareils électriques a été transposée au Royaume Uni et a permis de réduire la consommation électrique. Quel est le devenir de cette politique après le Brexit ? Garderons-nous ces politiques ? Serons-nous capables de saisir l'occasion de conduire des actions unilatérales qui devancent les recommandations de la Commission Européenne ?

Discussion

- Quel serait la meilleure incitation financière pour les mesures d'efficacité énergétique ?
- Comment éviter que les ménages qui disposent de compteur à prépaiement n'auto-limitent leur consommation ?
- Comment identifier les ménages qui s'auto-débranchent ?
- Dans quelle mesure le Royaume Uni applique-t-il les recommandations que vous venez d'énoncer ?
- Comment partager l'ensemble des données disponibles pour améliorer la coopération entre les acteurs ?
- Comment peut-on mobiliser et convaincre l'ensemble des habitants d'un immeuble de réaliser les travaux d'efficacité énergétique ?
- Comment utiliser les technologies disponibles pour identifier les passoires thermiques ?
- Comment convaincre les personnes qui n'ouvrent pas la porte notamment lorsqu'il s'agit de minorités qui ont d'autres références culturelles et linguistiques ?